

De la Centrafrique à l'Algérie : parcours d'un réfugié

13:50 dimanche 19 avril 2015 | Par Zahra Rahmouni @ZahraaRhm | Actualité



À tout juste 23 ans, Jean* entame déjà sa sixième année en Algérie. Le jeune homme est dans le pays depuis 2009 après être passé par le Cameroun, le Tchad et le Niger. Orphelin à 12 ans et livré à lui-même, ce réfugié centrafricain a réussi à rejoindre l'Algérie suite à un concours de circonstances. Au gré des événements qui secouent la région, il pénètre le territoire algérien en 2009 par Arlit avec l'aide de passeurs touaregs basés à Tamanrasset et qui monnaient leurs services 50 dollars.

« Du Cameroun, je me suis déplacé au Tchad pour travailler dans les mines d'or », explique-t-il. Le voyage devait durer quelques semaines, le temps d'amasser assez d'argent et de retourner au Cameroun, son point d'ancrage où l'attend son amie qui vient tout juste d'accoucher. « Un soir des rebelles sont arrivés et ont commencé à tirer de partout, nous nous sommes enfuis sans nos affaires, sans argent et je me suis retrouvé au Niger » explique-t-il.

Par la suite, il atteint difficilement la ville de Tamanrasset avec un groupe de migrants : « On n'avait pas d'eau et on a eu du mal à trouver une route goudronnée. Ensuite, c'était difficile de sortir de Tamanrasset, il y avait beaucoup de contrôles et il faut présenter un passeport pour prendre le bus vers Alger ». Le jeune homme, qui possède un statut de réfugié auprès d'une agence internationale au Cameroun arrive finalement dans la capitale avec 8000 dinars en poche, et est orienté vers la branche algérienne de l'organisation.

Agé de 17 ans et sans contact, il est recueilli par un béninois travaillant à Alger. Ce dernier le prend sous son aile : « il a essayé de me trouver du travail mais j'étais trop jeune, les gens ne voulaient pas m'employer. Je suis resté six mois sans rien faire. Entre temps, j'ai fait ma demande d'asile ».

Des conditions de vie précaires en Algérie

Jean finit par trouver du travail au noir. Il occupe des postes de jardinier, gardien, laveur de voiture. Les expériences sont nuancées, parfois traité avec respect par ses employeurs il devient dans d'autres cas un souffre-douleur comme lorsqu'il évoque son statut d'homme à tout faire dans une famille aisé de la banlieue d'Alger. « La femme me parlait mal, me hurlait dessus, elle me traitait comme si je ne valais rien. Il y a des choses qu'on ne peut pas faire à un être humain », explique-t-il sans s'attarder sur le sujet.

« J'essaie toujours d'être honnête. Je fais le maximum pour éviter les problèmes. Ici quand on voit un noir, on croit à 90% que c'est un trafiquant ou quelqu'un de bizarre. C'est vrai que certains donnent une mauvaise image. Il y a quelques jours seulement, un vieux m'a craché dessus, j'ai continué ma route même si j'avais envie de le frapper ».

Le jeune homme obtient son statut de réfugié en 2012 en Algérie puis passe une formation express en électricité financée par une organisation internationale qui le relogé avec un autre réfugié subsaharien. La formation ne lui donne pas toutes les qualifications requises mais il trouve quand même un emploi sur des chantiers commandés par un important promoteur immobilier à Alger pour 500 dinars la journée.

« J'ai accepté ce salaire car je voulais vraiment connaître ce métier ». Il enchaîne les petits boulots, à Hydra, Chevalley et puis il finit par trouver une bonne place dans une entreprise d'automatisme. Le patron, qui reconnaît ses compétences, souhaite le faire entrer dans la légalité et lui fait une promesse d'embauche.

L'organisation qui gère son dossier se charge de transmettre les documents au ministère des Affaires étrangères algérien dans le but d'obtenir une autorisation de travail. Mais les mois passent et la demande reste lettre morte. Le patron finit par le lâcher : « On installait des caméras de surveillance sur de grands sites. Un jour, il y a eu un contrôle de police, le patron a eu peur, il a dit qu'il ne pouvait plus prendre le risque de me faire travailler au noir. Je connais plein de gens honnêtes qui pourraient me faire travailler et m'aider. Je ne peux pas dire qu'ils sont méchants avec moi c'est juste qu'ils ont peur. Si l'Algérie me donnait juste un permis de travail, je me débrouillerai très bien ».

Jean se retrouve de nouveau à enchaîner les périodes de « chômage » et les petits emplois. Entre la peur de la police et les employeurs qui ne le paient pas, sa situation reste instable. A cela s'ajoute le problème du logement. Les règles changent auprès de l'organisation qui le gère.

« Depuis fin 2013, les jeunes célibataires ne figurent plus sur la liste des prioritaires. On bénéficiait juste d'une somme de 90 000 dinars par an pour se loger ». Une fois l'argent en poche, il décide de se réunir avec un autre réfugié pour louer un appartement en compagnie d'un étudiant zambien. Les deux réfugiés confient une somme totale de 200 000 dinars à leur ami zambien qui est chargé de la remettre au propriétaire. Mais l'étudiant disparaît avec la somme. Une déconvenue qui lui mine le moral.

« Une fois j'ai eu envie de partir en Libye et prendre l'eau pour l'Europe, j'ai des amis qui l'ont fait, certains sont en Italie, d'autres en Allemagne. Mais j'ai peur de faire ça, pourtant ce serait facile pour moi d'avoir un statut de réfugié là-bas ».

Le jeune homme n'en peut tellement plus qu'il souhaite effectuer un retour volontaire vers la République centrafricaine. Pourtant, le pays est enlisé dans une crise politique, sécuritaire et humanitaire depuis mars 2013.

« Aujourd'hui j'ai 23 ans, je n'ai pas avancé. J'ai une fille de cinq ans qui est loin de moi. Je ne peux pas travailler, passer mon permis de conduire, signer un contrat de location. Je n'ai aucun papier dans aucun pays et ici en tant que réfugié je n'ai aucun droit. Je ne veux pas être coincé toute ma vie dans ce statut. Je ne connais personne en Centrafrique, mais même si je suis pauvre au moins j'aurai mes papiers et je serai tranquille dans ma tête » conclut-il.

*Le prénom a été modifié

<http://www.tsa-algerie.com/20150419/de-la-centrafrique-a-lalgerie-parcours-dun-refugie/>